

Les portes de la mort sont ouvertes à Sing Sing

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 365

JEUDI 18 JUIN 1953
LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3^e Front Révolutionnaire International

INTERNATIONALE
ANARCHISTE

LES TUEURS JACKSON,
KAUFMANN et VINSON
sont prêts

LA SITUATION S'AGGRAVE

COMME nous l'avions pu prévoir, la crise ministérielle, expression de la crise du régime, se prolonge.

La bourgeoisie française, divisée en clans attachés chacun à des avantages sordides, se montre incapable de trouver une « solution » immédiate. Quelques-uns, qui n'ont rien fait pour éviter la crise, commencent à s'inquiéter, et Herriot, après plus de trois semaines de silence, vient de lancer aux radicaux un appel pleurnichard en leur demandant de ne plus penser « qu'à la France » !

Seulement, il y a loin des souhaits aux réalisations. Si André Marie, ou un autre, réussit à passer le cap de l'investiture, ce ne pourra être que pour prolonger l'agonie.

Est-il permis de prévoir plus loin ? Si la bourgeoisie est incapable de résoudre autrement qu'en apparence une crise profonde qui pose le problème révolutionnaire, une crise qui signifie que le capitalisme a fait son temps, elle n'accepte pas de disparaître automatiquement.

Et pour prolonger sa domination, la bourgeoisie n'a, dans le cadre du parlementarisme même dégénéré, qu'une seule issue : la dissolution avec une loi électorale et un changement de Constitution qui puissent permettre à une majorité de droite suffisamment nette de mettre en coupe réglée les masses travailleuses sans tomber dans une cascade de changements d'équipes.

Cette issue n'est pas voulue consciemment, la dérépitude de la bourgeoisie française lui ayant ôté toute notion de son intérêt général (Paul Reynaud et le C.N.P.F., Mendès-France et Herriot s'en rendent bien compte) et chaque député pensant à sa propre clientèle et à sa réélection personnelle. Mais la nécessité de la stabilité gouvernementale, le gouffre du budget, les exigences américaines poussent à l'issue que nous venons d'indiquer, inexorablement.

La bataille autour des « pleins pouvoirs » est une comédie : les lois actuelles permettent assez d'arbitraire au gouvernement, les radicaux de l'Aurore l'ont fait remarquer. Ce que les présidents désignés cherchaient à obtenir, c'était la complicité du Parlement, sa promesse de ne pas renverser le gouvernement pour le moindre motif. C'est donc une question de révision de la Constitution et de construction d'une majorité nettement à droite qui se pose. En un mot, il ne s'agit pas tellement d'octroyer des pleins pouvoirs — qui existent — que de permettre au gouvernement de les utiliser sans être à la merci des intérêts de clan.

Un regroupement « centre-gauche » avec la S.F.I.O. et les M.R.P. est plus qu'hypothétique et un gouvernement reposant sur une telle majorité ne pourrait d'ailleurs que continuer la politique de réaction : les conditions financières et économiques imposent le dirigisme, sur le dos de la classe ouvrière, et nous n'imaginons pas les « socialistes » passant à des mesures révolutionnaires !

L'avenir de la politique officielle est donc au pouvoir fort.

La question est de savoir si les travailleurs vont laisser faire. La rentrée de vacances chargée de luttes revendicatives qui s'annonce peut déjouer les plans de la bourgeoisie, l'empêcher de trouver une solution de force et poser avec plus d'acuité que jamais la question de la succession. La parole est aux travailleurs.

LIB

La semaine prochaine :

LE LIBERTAIRE
paraîtra sur 4 pages
avec une page spéciale sur

JUIN 36

Un Congrès qui sonne le glas de l'apolitisme syndical

LE 29^e congrès de la C.G.T. française vient de s'achever. Mais jamais dans son histoire, de telles assises n'auront fait l'objet de préparatifs semblables. Aucun détail n'a été négligé pour la publicité et la mise en scène de ce Congrès. Tout ce qui pouvait concourir à exploiter le sens émotionnel des délégués a été mis en œuvre. Déclaration enregistrée de Benoit Frachon, nombreuses exaltations des responsables emprisonnés, délégations du Congrès à la porte des prisons.

Il est également important de souligner que c'est bien la première fois, dans un congrès de la C.G.T., que sont présentes tant de personnalités politiques n'ayant aucun rapport avec le mouvement syndical. Mais à quel bon dissimuler ses cartes. Le Leap, dans son rapport, le démontre bien :

— On craint trop de parler de l'Union Soviétique dans notre mouvement syndical.

Mais c'est à Monmousseau qu'a échoué l'honneur de présenter le rapport confédéral de Benoit Frachon. Monmousseau, secrétaire de l'Union des Syndicats de la

Seine en 1921, et qui déjà laissait entrevoir que la direction d'un parti décidé à conquérir le mouvement syndical pouvait fort bien s'accommoder du système fédéraliste. Voici, en effet, ce qu'il écrivait à cette époque :

« Le fédéralisme dont on parle tant n'est pas l'expression d'une tendance, ce n'est pas une doctrine, c'est un système d'organisation. Le syndicalisme français, en s'inspirant des principes fédéralistes préconisés par Pelloutier n'est pas arrivé au terme de son évolution. »

Evidemment, le syndicalisme français a évolué depuis 1922, après avoir fait l'expérience de la C.G.T.U., les dirigeants communistes se sont aperçus que rien ne pouvait être réalisé hors de la vieille maison qu'est la C.G.T. Et de 1936 à aujourd'hui la conquête syndicale a été le but du parti communiste. Ce but est réalisé en 1953. Mais cet état de choses est-il nouveau ? Non. En 1909 Grifuelhes jetait déjà un cri d'alarme et mettait en garde les syndicats contre les manœuvres des politiciens du parti socialiste. Le syn-

dicalisme révolutionnaire apolitique protégé par la seule bonne foi de ses animateurs, était déjà une utopie. Nous en tirerons les leçons par ailleurs.

Mais revenons à ce rapport du bureau confédéral rédigé par Benoit Frachon et préparé de main de maître, aucun problème n'y est négligé, l'analyse des situations et les solutions proposées. Nous ne révélerons de ce long rapport que quelques détails, celui-ci embrassant tous les problèmes économiques et politiques, auxquels « Le Libertaire » consacre chaque semaine une part importante.

Les solutions proposées dans ce rapport pour résoudre les difficultés économiques sont un modèle de démagogie ; il y est dit d'ailleurs que ces difficultés sont inhérentes au système même du capitalisme. L'on voit mal comment des dirigeants responsables staliens proposeraient en toute bonne foi des moyens propres à revigorer l'économie capitaliste française défallante. Enfin, ceci est du réformisme à l'usage des masses. Ce rapport examine largement le fonctionnement des sections syndicales, et met en garde les responsables syndicaux contre une mauvaise compréhension de ceux-ci pour appliquer la démocratie à la base. Citons des passages :

« La réunion des organismes de direction est donc absolument indispensable, mais la tenue de nos assemblées générales de nos sections syndicales ne l'est pas moins. On enregistre à tort ou à raison l'exécution des décisions prises en commun après une large et démocratique discussion est singulièrement facilitée et qu'ainsi elle est plus fructueuse. »

Roger CARON.
(Suite page 2, col. 4.)

A PERPETRER LEUR FORFAIT

MARDI matin, nous avons appris l'affreuse nouvelle, la Cour Suprême des U.S.A. refusait la révision du procès de Julius et Ethel Rosenberg. C'était le quatrième recours présenté par l'avocat des deux condamnés.

Bajouant et narguant l'opinion mondiale qui s'est élevée contre ce crime prémédité de longue date, les assassins à gages n'ont pas reculé.

Ils exigent que la sentence soit exécutée. Ignobles partisans du Mac Carthyisme qui déferle sur les U.S.A. comme la peste hitlérienne, ils entendent détruire tout ce qui est libre, tout ce qui refuse de s'avilir.

Que le geste de ces criminels soit dicté pour des raisons politiques ne fait plus de doute. Il est l'aboutissement logique de la haine, de la peur qui étreint les magnats américains. Peur du communisme, peur des ouvriers avant tout.

La victoire des réactionnaires aux dernières élections présidentielles a gonflé démesurément les prétentions du capitalisme yankee.

Ce jour, les verrous des cellules des deux condamnés à mort vont peut-être s'ouvrir pour la dernière fois. Julius et Ethel Rosenberg, s'il en était ainsi, en sortiraient aussi courageusement qu'ils ont supporté pendant deux ans l'effroyable supplice du jour nouveau qui se lève.

Pendant deux ans, jour après jour, nuit après nuit ils se sont répétés : De quel demain sera-t-il fait ?

Pendant deux ans, ils ont démontré leur innocence, ils se sont refusés à tout avilissement, aux marchandages ignobles qui leur étaient proposés.

Les capitalistes yankees avec l'aide de leurs tueurs, juges à la Cour Suprême, entendent perpétrer leur forfait.

Julius et Ethel Rosenberg inno-

cents, qu'importe ! la raison d'Etat prime tout. Au nom de celle-ci, ils doivent être exécutés.

Cependant Eisenhower envisagerait de gracier Ethel Rosenberg et non Julius. Pourquoi ? N'est-ce pas la preuve la plus convaincante, la plus sûre que le président des U.S.A. sait parfaitement que tous deux sont innocents ?

Voici ce que Ethel Rosenberg a répondu :

« Ainsi, maintenant, on m'offre la vie en échange de celle de mon mari. Je n'ai qu'à suivre la ligne qui m'est chevaleresquement tracée et le laisser périr sans jeter un regard en arrière. Quelle machination diabolique... Toujours, je verrais la figure bien-aimée et m'imaginerais entendre la voix bien-aimée. Tous les jours, je murmurerai en sanglotant les derniers adieux déchirants, et je chancellerais sous le poids d'un meurtre irréversible. Et nos enfants ! Que vaut cette pitié qui tuerait leur père adoré et libérerait leur mère condamnée à un vide éternel !... Je ne déshonorerais pas les liens du mariage, le bonheur et l'intégrité de notre amour pour jouer le rôle de prostituée auprès des souteneurs politiques. Mon mari est innocent comme je le suis moi-même, aucune puissance ne nous séparera, ni dans la vie ni dans la mort. »

Si ce soir le crime est exécuté, si malgré toutes les protestations, toutes les actions, il n'en était autrement, les tenants du pouvoir aux U.S.A. auront davantage forgé notre haine, notre haine implacable, et chasse toutes les illusions trompeuses de la libre Amérique dont ses gouvernants et ses juges ont des facies d'assassins.

Gardons quand même un ultime espoir, Ethel et Julius Rosenberg nous ont donné une leçon de courage, de noblesse.

Les assassins peuvent reculer !
Robert JOULIN.

L'U.R.S.S. FACE à la GUERRE

P ourquoi l'U.R.S.S. apparaît-elle en Europe occidentale comme pacifiste par contraste avec l'agressivité des U.S.A. ?

La première cause réside dans son infériorité industrielle.

Puisque l'U.R.S.S. est effectivement inférieure sur le plan industriel, on peut en déduire a priori qu'elle ne peut pas attaquer les U.S.A., puisqu'elle n'en a pas les moyens matériels.

Mais c'est admettre comme une loi absolue qu'une nation, quelle qu'elle soit, ne fait que la politique étrangère de son armement. Et cependant, les

exemples du contraire ne manquent pas. Donnons simplement comme exemple le cas de la France de 1939 qui a déclaré une guerre (dont personne ne songe à nier la nature impérialiste) à une Allemagne extrêmement plus puissante.

La deuxième cause réside dans le mécontentement des masses populaires du bloc stalinien, toutes extrêmement pacifistes. Pour justifier leur réarmement, les dirigeants staliens sont obligés de faire des concessions. Leur offensive de paix s'explique en particulier clairement de cette manière.

Dans la mesure où ils apparaissent comme les champions de la paix du monde, dans la mesure où ils reculent actuellement, leur effort militaire se justifie d'autant mieux devant les peuples de l'Est.

Car les dirigeants de l'U.R.S.S. ont essentiellement besoin d'une économie de guerre qui seule leur permet de justifier leur pouvoir fort, le maintien de leur Etat bureaucratique, et la rareté relative des produits consommables. On sait qu'en U.R.S.S. la survie de l'Etat n'est que justifiée de cette manière : agressivité des pays contre-révolutionnaires de l'Ouest (par exemple : brochure de l'Ecole élémentaire du P.C.F. relative à l'Etat).

La troisième cause réside dans le fait de la propagande pacifiste de l'U.R.S.S.

Alors qu'en France par exemple la bourgeoisie utilise tous les moyens de propagande pour donner aux travailleurs une psychologie belliciste à l'encontre de l'U.R.S.S., le parti communiste et ses organisations satellites (Combattants de la paix en particulier) lancent à tous les vents des slogans tapageurs sur la paix. Il en résulte chez une partie de la population l'impression que l'U.R.S.S. est pacifiste.

Mais nous sommes en France, donc dans le bloc américain. Les dirigeants français veulent préparer la guerre, il est donc logique qu'ils fassent une propagande de guerre.

L'intérêt des Russes est évidemment de pousser les Français à la paix, puisque ceux-là mêmes sont appelés à préparer la guerre contre eux et à les combattre. Ils se sont réservé cependant des portes de sortie et ceci dès qu'ils ont envisagé une guerre éventuelle avec la France : à cet effet ils ont repris le drapeau bleu-

blanc-rouge, la Marseillaise et toute la procession d'un chauvinisme patriotard et guerrier, pour leur seul profit.

Il est certain qu'en U.R.S.S. les U.S.A. font aussi dans la mesure de leurs possibilités, de la propagande de paix.

C'est un moyen bien connu entre pays qui veulent se faire mutuellement la guerre ; procédé déjà employé avant le récent conflit : soit par la radio (Stuttgart), soit par la V^e colonne, soit même par tracts diffusés dans les lignes françaises durant l'hiver de 39-40.

Nous savons, par contre, qu'en U.R.S.S. est entretenu un esprit guerrier fruit d'une propagande comparable, dans l'esprit, à celle des Français : défilés et parades soldatesques ; militaires au pouvoir (comme aux U.S.A.), honneurs du plus mauvais goût (médailles, décorations, etc.), éducation militariste poussée à l'extrême dès le plus jeune âge (culte à la patrie, etc.) toutes manifestations qui se retrouvent dans le monde capitaliste classique (en particulier chez les vieux Hitler).

Ces méthodes sont les caractéristiques traditionnelles des impérialismes pour la réaction progressive d'une psychologie de guerre.

Il fut une époque où Staline déclarait : « Nous ne prendrons pas un pouce du terrain des autres... »

Et cependant, dès que l'occasion s'est présentée les dirigeants de l'U.R.S.S. n'ont pas hésité à annexer les pays baltes, une partie de la Pologne, la Bessarabie, à déplacer le rideau de fer au-delà des démocraties populaires.

Il apparaît donc que l'U.R.S.S. n'est pas pacifiste mais qu'elle se trouve simplement aujourd'hui sur la défensive.

Il reste maintenant le gros argument en faveur des gens qui croient à l'U.R.S.S. pacifiste. Mais nous allons voir qu'il se retourne contre eux d'une manière terrible.

L'U.R.S.S. propose une solution tangible au conflit : réaliser la coexistence pacifique du capitalisme et du « socialisme » (1).

« Bien, pour une fois, nous entrons dans les vues des staliens : nous admettons avec eux que les causes fondamentales de la guerre proviennent exclusivement de l'impérialisme agressif des U.S.A. »

P. PHILIPPE.
(Suite page 2, col. 2.)

La défaite des démo-chrétiens est un signe de maturité politique du prolétariat italien

Malgré l'énorme pression de l'Eglise, des préfets, des municipalités aux mains de De Gasperi, malgré la propagande extraordinaire développée par le parti du Vatican, malgré le jeu de confusion tenté par le parti social-démocrate de Saragat, les travailleurs italiens ont fait perdre à la coalition gouvernementale près de 3 millions de voix.

La coalition gouvernementale qui représente un peu plus de 50 % du Sénat n'obtient que 49,7 % des suffrages pour la Chambre, ce qui ne lui permet pas de bénéficier de la loi électorale qu'elle a imposée avant les élections.

On se rappelle, en effet (un article de nos camarades italiens en avait informé les lecteurs de « Libertaire ») que la loi électorale nouvelle prévoit une prime de 85 sièges au parti ou à la coalition qui obtient plus de 50 % des suffrages, ce qui transforme une majorité de 50 % + 1 en une majorité des 2/3 ! Cette loi votée avec la complicité du parti « socialiste » de Saragat, du parti républicain et du parti libéral, les démo-chrétiens tenteront tout pour en bénéficier, malgré leur recul, par exemple en se servant du ministère de l'Intérieur qui déclare 1.300.000 bulletins nuls ou contestés ! Le parti du Vatican ne recule devant aucune escroquerie.

Quelles conclusions tirer des résultats de ces élections ?

Les résultats, totalement inattendus, montrent d'abord que de larges couches

du peuple italien ont rejeté les démo-chrétiens et ont manifesté en votant pour les socialistes, les communistes et les communistes une maturité certaine et un sens accru de leur situation de classe : quiconque connaît l'Italie et la puissance énorme de l'Eglise apprécie la force que représente un vote « à gauche » dans les circonstances présentes. Si nous combattons le parlementarisme en tant qu'expression et pilier de la société bourgeoise, nous ne négligeons pas pour autant les indications que donnent les élections sur l'évolution politique d'un pays.

Ensuite, il faut remarquer la quasi-disparition des républicains et des libéraux, et la défaite cuisante des sociaux-démocrates qui par antistalinisme à courte vue se sont jetés dans les bras de la réaction. Là encore, le corps électoral a réagi sainement.

Enfin, il faut voir que les travailleurs italiens qui se sont dégagés du joug du parti clérical se partagent entre ceux qui se sont abstenus consciemment et ceux qui en portant leurs voix « à gauche » ont cru accomplir un geste en direction du socialisme véritable. Pour ces derniers, les plus nombreux, un difficile pas en avant reste à faire, mais c'est l'inaction ou la politique légaliste et de collaboration de classe du parti socialiste de Nenni et du parti stalinien, qu'ils solent ou non au gouvernement, qui les éclaireront peu à peu et leur feront tourner leur attention vers le programme du communisme libérateur.

Nouvelles mesures de détente soviétique

DEPUIS la mort de Staline, la nouvelle direction en U.R.S.S. n'arrête de prendre des décisions véritablement spectaculaires tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur.

La semaine dernière a vu la décision de plusieurs mesures concernant un renversement total de la politique soviétique en Allemagne de l'Est, avec l'Autriche, la Yougoslavie et le Japon. Sur le plan intérieur, la destitution du secrétaire du Parti communiste ukrainien vise aussi à une nouvelle mesure de détente.

Ce cours nouveau de la politique soviétique est assez saisissant bien que nous ayons déjà assisté à de pareils retournements tel que la signature du pacte germano-soviétique, la réception de Ribbentrop par Staline ou encore celle de la marine fasciste italienne dans un port soviétique. Toutefois les causes de la nouvelle tendance politique actuelle paraissent avoir un caractère beaucoup plus profond que de simples changements tactiques.

Le système soviétique a atteint un état de crise très important. Le développement des forces productives et de la productivité en U.R.S.S. n'apporte pas une satisfaction des besoins des masses dans les mêmes proportions. Les privilèges énormes de la bureaucratie, le développement constant de l'appareil d'oppression et de l'armée, bases de cette bureaucratie, rendent impossible une élévation du niveau de vie des travailleurs. Et Staline accroché au maintien de la bureaucratie

a laissé s'empirer cette contradiction. C'est d'après cette situation que nous affirmons, il y a quelque temps, que ce n'est pas la mort de Staline, comme beaucoup se sont complu à le croire et à le faire entendre, qui a provoqué ce changement de la politique intérieure et extérieure russe. Staline en serait venu à cette attitude mais plus lentement. Sa disparition a permis seulement ce changement d'une manière radicale car elle correspond à une nécessité de sauvegarde de l'appareil bureaucratique.

Aussi cette nouvelle attitude de la direction soviétique ne correspond à aucun désir de démocratisation réelle du régime. Mais le mécontentement des travailleurs mettant en danger les privilèges des bureaucrates, ceux-ci tentent de conjurer la menace par un desserrement du carcan : baisse des prix, allègement de la dictature politique.

Devant ce grave danger qu'est le mé-

Abonnements de Vacances

1 mois : 60 francs.
2 mois : 120 francs
3 mois : 180 francs

Adressez votre somme et l'adresse de votre séjour à
Lustre René, 145, quai de
Valmy, Paris-10^e, C.C.P.
8032-34 - Paris.

René LUSTRE.

VERS UNE GRÈVE GÉNÉRALE des aéroports

A l'heure où nous mettons sous presse une grève de 24 heures va paralyser l'ensemble du trafic aérien d'Air France, et neutraliser l'activité de l'ensemble de l'aéroport européen.

Les syndicats C.G.T., F.O., C.F.T.C., indépendant, du personnel au sol de la Cie Nationale, lancent une grève dès ce soir mardi 16 juin. Une augmentation de 20 % des salaires, la mise en place de réels statuts du personnel, le tout axé sur les traitements de la métallurgie parisienne.

Au mouvement « colle » également le personnel navigant, qui proteste contre les réductions d'équipages sur les aéronefs, ceci amenant obligatoirement un surplus de tension dans le travail et compromettant la sécurité dans les transports.

Enfin, ajoutons le personnel de la Direction des Etudes et Travaux qui exige impérieusement ses 25 fr. de l'heure et 5.000 fr. d'augmentation mensuelle pour l'ensemble des travailleurs.

Signalons l'activité de nos militants toujours à l'avant-garde du combat ouvrier, par la diffusion d'un tract destiné au service des « études et travaux ».

Dans l'action : L'UNION FAIT LA FORCE

APPEL A TOUS pour déclencher une grève de 24 heures simultanée avec celle d'AIR FRANCE

Vos revendications sont solidaires des nôtres.

Leur satisfaction sera un **EXEMPLE** et un **PRÉCÉDENT** dans les entreprises d'**ETAT**.

Face au patronat avide et cynique, développons l'action simultanée : **MARDI 16 JUIN**.

Aujourd'hui, grève **SUR L'ENSEMBLE** de l'**AÉROPORT D'ORLY**.

Demain la grève générale partout ! **EN AVANT !**

Groupe Communiste Libéraire d'Orly
« Section AIR FRANCE »

« Halte au patronat ! », écrivions-nous récemment... La colère gronde, et face aux prétentions patronales — et à leurs intrigues douteuses — les travailleurs ne seront pas d'éternels tondus. Prenez garde !

P.-S. — Au moment de tirer le journal nous apprenons que « l'indécision » des syndicats retarde de 24 heures le mouvement de grève des « Etudes et Travaux ». La grève de ce service n'a ainsi lieu que lorsque Air France termine la sieste. Cependant de graves perturbations résulteraient de cet état de fait, qui risque de paralyser sérieusement le trafic aérien. La compagnie U.A.T. menace également d'arrêter son service. A la suite de tous ces mouvements la grève peut s'étendre à de nombreux aéroports.

GRÈVE DU BATIMENT à Narbonne

Las de voir, sans cesse, leurs revendications rejetées sans discussion ; outrés surtout par l'attitude réactionnaire du patronat s'attaquant aux délégués ouvriers, 300 gars du bâtiment se sont mis spontanément en grève pour appuyer leur cahier de revendications :

- 15 % d'augmentation sur les salaires ;
- Libre exercice du droit syndical ;
- Election des délégués du personnel ;

Réunion de la Commission paritaire départementale. Sans vouloir, à l'avance, affirmer ce que sera l'issue de cette lutte, nous constatons que ce mouvement revendicatif déclenché sous le signe de l'unité d'action, entraîne de nombreux jeunes travailleurs pleins de bonne volonté.

Il y a longtemps que nous n'avions constaté dans le mouvement syndical de notre ville autant d'enthousiasme. Serait-ce un signe précurseur d'un nouveau juin 36 ? L. E.

Problèmes économiques (2)

LA PRODUCTIVITE

Les relations humaines dans les entreprises

Il est bien évident que, pour ces économistes et humanistes, il s'agit uniquement des relations entre les employeurs et les travailleurs, accessoirement les cadres.

C'est donc le problème des relations entre les classes sociales qui est abordé par le patronat et ses complices.

Pourquoi des relations humaines ?

La citation de Jousset (1) précise déjà clairement ce point.

L'existence de la lutte des classes est un fait ; le patronat, bien placé pour s'en rendre compte, l'admet, mais comme un fait regrettable. C'est un sentiment de classe qui rend méfiants les ouvriers devant toute initiative du patronat.

C'est un sentiment de classe qui rend suspecte à l'immense majorité des travailleurs, cette campagne pour l'augmentation de la productivité, campagne entreprise par le patronat. Pour supprimer cette méfiance, pour briser cette conscience de classe, les dirigeants veulent créer dans l'entreprise un « climat psychologique » ; ils veulent instaurer des « relations humaines ». Là encore ils présentent ces tentatives comme étant des préoccupations généreuses, philanthropiques ou l'ouvrier a tout à gagner.

Des U.S.A. où le système fonctionne déjà, Harold Kaplan, directeur adjoint de la division de l'information de l'E.C.A. déclare : « Dans notre société prolétarienne, l'ouvrier ne se distingue pas du patron... » !

Il est bon de noter la similitude des buts avoués de cette campagne et des mouvements « Jeunes Patrons » et « Réarmement moral ». Le plus grand lyrisme se fait jour pour défendre ces tentatives :

Louis Mulliez, pour qui le problème est avant tout « un problème spirituel », va jusqu'à déclarer dans *Fédération* (déc. 52) : « Une démocratie véritable ne peut être que chrétienne, car aucun argument n'est de soi assez puissant pour bâtir l'amour, faire régner la justice sociale et faire respecter les contrats ».

Et Marcel Didier, dans le supplément de *Liaisons sociales* (déc. 52) : « Nous devons non seulement être des hommes de métier, mais nous donner entièrement à notre métier d'homme qui est le plus beau de tous ».

Le plus bel exemple à citer n'est-il

pas d'ailleurs cette devise du comité pour l'amélioration des relations humaines dans l'économie, empruntée à Saint-Exupéry :

« Il n'est qu'un luxe véritable, c'est celui des relations humaines. En travaillant pour les seuls biens matériels nous bâtissons notre prison ».

Les véritables buts

Toutes ces belles paroles cachent des pièges. En fait cette intégration de l'ouvrier dans l'entreprise est un pas vers une forme discrète de l'association capital-travail.

Le travailleur est invité à forger lui-même ses propres chaînes en acceptant cette union.

En intégrant aux bénéfices de l'entreprise, le patronat espère faire de l'ouvrier, non plus un ennemi de classe, mais un allié qui contribuera à défendre l'entreprise.

Les dangers de cette campagne ne sont pas toujours évidents. Les résultats les plus nets seraient la mise en

sommeil de la conscience de classe, la mort du véritable syndicalisme, la naissance d'une vorace technocratie.

Nous retrouverons ces éléments en étudiant :

Les moyens utilisés

— Il faut tout d'abord briser la conscience de classe. Pour cela un brassage s'impose ; il sera réalisé par exemple dans des équipes sportives, dans l'élaboration du journal d'entreprise. La boîte à idées, à l'aspect bien inoffensif, permettra, si elle fonctionne, d'intégrer plus encore l'ouvrier à l'entreprise.

Il doit se sentir autre chose qu'un simple ouvrier. C'est pour cela, du reste que les liaisons direction-personnel se font plus nombreuses.

Par des notes, l'employé est au courant des transformations de l'usine ; il a même voix au chapitre par la voie hiérarchique. Un « confesseur » vient lui demander ses impressions, ses suggestions...

L'U.R.S.S. face à la guerre

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Pour détruire les causes de conflit il faudrait détruire le fait même qui le produit, c'est-à-dire l'impérialisme du bloc U.S. Et comment le détruire ?

« Par la coexistence pacifique... Ainsi, une crise économique aura le temps d'éclater aux U.S.A. et l'impérialisme sera vaincu ». Ce raisonnement serait valable si les dirigeants yankees ne pensaient à la parade, donc en fait s'il n'y avait pas d'impérialisme américain. Croyez-vous que les dirigeants vont attendre patiemment leur crise ?

(Qui, d'ailleurs, se trouve de plus en plus retardée du fait de la transformation progressive de l'économie de paix en économie de guerre totale et centralisée.)

Ils déclencheront le conflit avant, préférant risquer les chances de la guerre à une crise qui leur serait fatale.

Cette thèse de la coexistence pacifique apparaît donc ici nettement comme une thèse sans valeur, qui ne peut qu'être émise par des contre-révolutionnaires. En effet le capitalisme porte en lui la guerre d'une façon inéluctable et absolue. Aucun sociologue marxiste, quel qu'il soit, ne saurait prétendre le contraire. Et la seule façon de liquider le capitalisme réside dans la révolution sociale.

Pourquoi l'Etat stalinien utilise-t-il cette tactique dont il sait tout aussi

bien que nous qu'elle ne contient aucune solution, si ce n'est qu'elle ne peut pas pousser à l'action révolutionnaire. Pourquoi ? Parce qu'il serait aussi liquidé par la révolution !

Et tout devient clair, chaque traître de la classe ouvrière par les partis communistes s'explique, la main tendue aux bons patrons, le retournez vos manches, la tactique déplorable adoptée dans la conduite des luttes révolutionnaires, le ramollissement des dirigeants des partis.

Les P.C. apparaissent ce qu'ils sont. Des organisations qui jouent sur les aspirations des classes ouvrières internationales pour servir la politique de l'impérialisme stalinien, des organisations qui détournent les travailleurs de la lutte de classe révolutionnaire au profit des intérêts d'une bureaucratie dictatoriale. Celle-ci y trouve un double avantage : d'une part, en limitant la marche de la révolution ; d'autre part, en gênant l'impérialisme américain. Qui tire profit de cette situation ? Ce sont finalement les deux impérialismes réunis qui survivent parce que la révolution n'a pas encore eu lieu.

L'intérêt de l'avenir révolutionnaire apparaît maintenant clairement. L'action des travailleurs doit se faire en dehors des partis communiste et socialiste, serviteurs des impérialismes. Elle doit avoir lieu sur la plate-forme du Front révolutionnaire prolétarien international.

AU MAROC, LA FRANCE CHOISIT SES VALETS :

Un tenancier de maisons closes, le pacha El Glaoui

homme à tout faire du général Guillaume

De par ses multiples compositions religieuses et ethniques, le nord de l'Afrique est le terrain idéal où le colonialisme français utilise la division des populations, sur laquelle repose toute sa politique depuis plus d'un siècle. L'attention de l'opinion a, une fois de plus, été attirée ces jours derniers par la pantonnade de certains caïds et pachas du Maroc, coiffés par le vieux brigand El Glaoui, pacha de Marrakech. Excité par ses instincts de despote médiéval, rongé par l'ambition, assoiffé d'honneurs, cet aventurier de l'espèce la plus vulgaire, dont toute la carrière administrative repose essentiellement sur une longue chaîne de trahisons, provocations et flagorneries, a atteint l'objectif qu'il s'est assigné : sortir sa carcasse de minus de l'abîme du néant. Avec le bienveillant concours du gouvernement français, rien ne nous a été épargné en matière d'informations avec luxe de détails sur El Glaoui et sa fameuse pétition des caïds et pachas. Le caractère de cette « révolte » relève après examen sommaire de la tartufferie la plus pitoyable. Nommés par dahir (décret) du sultan, chef du Maghzen (gouvernement chérifien), les caïds et pachas qui seraient en quelque sorte, avec beaucoup d'exagération, des sous-préfets et préfets, brandissent l'étendard de la révolte contre une autorité qui peut les révoquer à tout instant sans le moindre appel. Il est vrai que le droit qu'avait le sultan de nommer et de sanctionner ses fonctionnaires après rapport et avis d'une commission du Maghzen a été réduit à peu de chose par l'administration française du protectorat, à son profit bien entendu. Elle en use dans le sens que l'on devine aisément, en révoquant les fonctionnaires qui renacent devant ses exigences et en nommant ses fantômes. Il ne reste plus au sultan que le droit d'entériner par sa signature les nominations et les sanctions décidées par la résidence générale. C'est la résidence générale qui a organisé par l'intermédiaire du plus servile de ses domestiques, le pacha El Glaoui, la pétition des caïds et pachas après en avoir liquidé, il y a quelques mois, un grand nombre qui n'auraient jamais marché dans cette manœuvre. Notons que le sultan a protesté avec force contre ces sanctions intervenues sans raisons administratives et contre son gré. La longue préméditation de cette pétition ne fait donc pas de doute. Près d'un tiers de ses signataires appartiennent à la famille du Glaoui dont une légion de ses propres fils. Les plus importants pachas du Maroc et les plus

puissants des caïds marocains, El Ayadi, beau-frère du pacha de Marrakech, le meneur, ont refusé de suivre le Glaoui et réclament des sanctions contre lui et ses acolytes. Les « rebelles », outre l'attachement qu'ils proclament au gouvernement français, entendent plutôt l'attachement à leurs traitements et scandaleux privilèges, car ces argousins se moquent royalement de la France, reprochant au sultan un dévotionnisme spirituel et des positions politiques trop conformes aux vues des Marocains qui ne sont, bien sûr, ni caïds ni pachas. Introuvable par une assemblée générale du collège des Oulemas (docteurs en théologie), devant lesquels il est responsable, le sultan du Maroc est le chef suprême de la spiritualité avec le titre de Commandeur des Croyants. C'est en son nom que sont dites les prières dans toutes les mosquées de l'Empire chérifien.

On se demande comment des fonctionnaires caïds, pachas ou autres se substitueront aux Oulemas qui ont voté à l'unanimité, ceux de Marrakech, fief du Glaoui, compris, une motion de confiance et de fidélité au Sultan, après la publication de la pétition !

Le côté politique de l'attitude du Sultan est plus connu que ses attri-

buts religieux. Poussé par l'esprit de

révolte des masses populaires féroce-

ment exploitées par les colons et les

féodaux marocains, Sidi Mohamed

Ben Youssef a demandé à plusieurs

reprises au gouvernement français la

révision du traité du protectorat en

vue de son abolition, pour proclamer

la majorité, le droit à l'indépendance

et à la liberté des Marocains. Et il

faut être de ces commis et fermiers

généralistes de la République des pia-

trophiles pour en être scandalisé !

Quant au pacha, El Glaoui, c'est en

mépris et dégoût qu'il est évalué de

l'autre côté de la Méditerranée. Par

ses débauches sexuelles célèbres, El

Glaoui est digne de présider la con-

frérie des pervers du boulevard Ed-

gar-Quinet. Il a enlevé contre leur

gré et celui de leurs familles plus

de dix-huit femmes marocaines qui

gémissent cloîtrées à perpétuité

dans les ténèbres de son gigantesque

harem, car cet immonde salaud est

un fervent disciple du sultan Ab-

delhamid de Turquie, l'homme aux

128 femmes. Il est également proprié-

taire d'une chaîne de « maisons closes »

qui lui assurent d'énormes reve-

neues.

C'est ce vieux féodal sorti de la

nuit des temps qui est le porte-dra-

peau de la France colonialiste. C'est

cet infâme tenancier de bordels qui

nous inflige sa morale d'hypocrite. C'est ce vieux bateleur, ennemi féroce de l'émancipation et du progrès qui pousse le cynisme jusqu'à se muer en champion de l'orthodoxie islamique et s'indigner de l'occidentalisme de la princesse Lala-Aïcha, fille du Sultan. Pensez donc, non content d'avoir jeté le voile, de prendre la parole en public, pour haranguer les Marocains en les incitant à prendre part activement à la lutte anticolonialiste de leurs pères, frères et maris, tout comme la princesse Zakia Lamine Bey à la tête des femmes tunisiennes, cette fille de satan ose se mettre en costume de bain dans la piscine privée du palais !

Le pedigree de ce chien couchant est truffé de canilleries accumulées avant et surtout depuis l'occupation française au Maroc. Les turpitudes de ce potentat du Sud marocain ne sont possibles bien sûr qu'avec la protection des baïonnettes françaises qui ne sauraient se maintenir éternellement. Le combat anticolonialiste est en bonne voie.

C'est au cours des luttes de chaque instant que le peuple marocain acquerra une conscience révolutionnaire de plus en plus claire, que les revendications sociales prendront le pas sur les luttes de clans. I. AMAZIT.

Le Congrès de la C. G. T.

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Cette déclaration est-elle destinée à démontrer publiquement la démocratie interne dont sont toujours assurés les syndicats ou faut-il voir là l'inquiétude des dirigeants devant le manque d'intérêt manifesté par la base envers leur organisation. Cette inquiétude se fait d'ailleurs jour dans le texte suivant : « Le fait de ne pas tenir d'assemblée de syndicats donne aux travailleurs l'impression que l'appartenance aux syndicats n'est pas indispensable. »

L'attention des militants a été attirée sur le danger du bureaucratisme et les solutions de facilité, qui conduisent à se laisser dominer par les événements au lieu de les impulser.

Ce texte du rapport fait sans doute partie de l'autocritique dont Benoit Frachon lui-même a dû tenir compte.

Soulignons que la part du lion

a été faite aux leaders, dont les interventions très longues ont repris les critiques habituelles, RÉELLES IL FAUT L'AVOUEUR, sur la politique antisociale et réactionnaire des gouvernements qui viennent de se succéder. La politique extérieure était présente dans ces débats (si l'on peut employer ce terme) et l'U.R.S.S. est toujours citée comme la championne du pacifisme. Ces petites interventions ont surtout fait état des succès de certaines actions locales.

Tout ceci n'exclut pas le fait que les délégués syndicaux se sont fait l'interprète des soucis et des inquiétudes de la base concernant leurs revendications et du désir profond qui se manifeste dans les entreprises de voir le mouvement syndical s'engager dans des actions moins localisées, garantissant le succès des luttes ouvrières présentes.

Le grand optimisme insufflé à ce Congrès n'a pu dissimuler les inquiétudes de certains délégués pour la désaffection envers la C.G.T. dont font preuve de nombreux travailleurs ; désaffection dont ne bénéficie d'ailleurs pas les autres centrales syndicales.

Mais le grand thème de ce Congrès, l'idée force qui est revenue dans toutes les interventions, c'est incontestablement le problème de l'unité d'action. Implicitement les dirigeants ont reconnu qu'une grande partie des travailleurs n'étaient plus dans la C.G.T. et que leur participation aux batailles syndicales restait une condition essentielle de succès.

Il est bien évident que l'unité est un désir qui tient au cœur de tous les travailleurs. Qu'elle reste une aspiration profonde des masses et que, seule, sa réalisation pourrait redonner espoir à la classe ouvrière. Mais les dirigeants de la C.G.T. n'ont-ils d'autres préoccupations que de satisfaire ces aspirations des travailleurs ? Non, l'unité reste un moyen pour les dirigeants stalinistes de la C.G.T., moyen puisque que comme le dit Léon Rouzard, secrétaire de la C.G.T., l'unité d'action est le chemin qui conduit à l'unité syndicale. L'unité syndicale c'est l'es-

MANIFESTE DU COMMUNISME LIBERTAIRE

Il y a longtemps qu'une telle brochure était attendue. Les militants souhailaient avoir un jour en main une « somme », renfermant en quelques pages l'essentiel de nos conceptions, un résumé à la fois clair et complet de la doctrine du communisme authentique, une plaquette d'un format commode pouvant être mise entre les mains de milliers de sympathisants et permettant au propagandiste de retrouver rapidement les positions-clés à opposer à l'adversaire.

Cette brochure, diffusée largement dans tous les groupes et dans tous les milieux où nous pouvons avoir quelque influence, sera un des instruments du développement de notre Fédération Anarchiste et de la vulgarisation de ses principes.

LA COMMISSION D'EDITIONS.

Au service de la propagande

Lisez, faites lire à tous vos camarades de travail

MANIFESTE

du

COMMUNISME LIBERTAIRE

Problèmes essentiels

La brochure, 60 fr. ; franco, 75 fr. C.C.P. René LUSTRE, Paris 8032-34

(1) Voir « Lib » n° 364.

LES VACANCES

Juillet-août-septembre, trois mois pendant lesquels s'échelonnent les vacances ouvrières. Journées de vacances merveilleuses où enfin les perspectives journalières seront autres que le mètre, le bus, l'enceinte grise de l'usine et la gueule du contremaître.

Mais ces journées qui nous appartiennent, que nous avons su arracher à nos patrons dans notre lutte victorieuse de 1936 ne nous séparent pas de notre condition.

Les patrons et l'Etat savent que la lutte reprendra. Ils savent que la trêve des vacances ne signifie pas l'arrêt de la lutte.

Pour marquer cette constance dans la volonté de la classe ouvrière, pour marquer notre volonté, LE « LIBERTAIRE » NE PART PAS EN VACANCES.

Pour être toujours présent parmi ceux qui partent et surtout parmi ceux qui restent, parmi ceux qui auront pendant ces journées toujours comme décor les murs de l'usine « LE LIBERTAIRE » CONTINUERA COMME CHAQUE ANNEE SA PARUTION.

MAIS POUR CELA IL FAUT QUE VOUS L'AIDIEZ.

Renouvelez votre abonnement, même s'il n'est pas terminé. Vous n'y perdrez rien, votre abonnement ne partira qu'à l'expiration du précédent.

Si vous avez l'habitude d'acheter « LE LIBERTAIRE » au numéro, vous prendrez un abonnement de vacances.

MAIS TOUS, VOUS SOUSCRIREZ. Vous tiendrez à manifester votre solidarité avec votre journal. Vous tiendrez à ce que, par votre effort, il continue sa parution pendant les mois d'été. Vous tiendrez à ce qu'il garde sa place dans la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière.

POUR « LE LIBERTAIRE », INSCRIVEZ VOTRE NOM A LA SOUSCRIPTION.

REDACTION-ADMINISTRATION
LUSTRE René - 145, Quai de Valmy
PARIS (10^e) C.C.P. 8032-34

FRANCE-COLONIES
1 AN : 1.000 Fr. — 6 MOIS : 500 Fr.
AUTRES PAYS
1 AN : 1.250 Fr. — 6 MOIS : 625 Fr.

Pour changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande

Le Gérant : René LUSTRE.

Impr. Centrale du Croissant
19, rue du Croissant, Paris-2^e.
P. RICHON, Imprimeur.